

tique démographiques. De plus, l'Argentine qui, surtout pour des raisons de sécurité, avait modifié le printemps dernier sa législation pour stimuler la croissance démographique, est arrivée à la conférence avec une série de projets de modifications au plan d'action qui visaient toutes à diminuer l'importance accordée à la réduction du taux de croissance démographique dans l'ensemble des objectifs du plan. Le Vatican a lui aussi pris fermement position et proposé avec instance des modifications semblables. Il fut surprenant de voir la Chine partager les mêmes opinions à plusieurs reprises, ce qui créait des alliances plutôt étranges.

### Thèmes principaux

On a souvent mal rapporté les thèmes principaux abordés par la conférence. A cause de l'importance primordiale qu'ils revêtent pour les travaux à venir dans le champ de la démographie et pour la stratégie du développement en général, il est important que ces thèmes soient bien compris. En voici les aspects essentiels.

On a soutenu que, jusqu'à tout récemment, les études sur le développement ont souvent identifié le rythme accéléré de la croissance démographique comme le principal obstacle à franchir dans la lutte contre la pauvreté. Jusqu'à tout récemment aussi, les études sur les questions de l'environnement ont également attribué au rythme accéléré de la croissance démographique un rôle critique dans les questions de pollution et d'utilisation des ressources. On en concluait donc que la réduction du taux de croissance démographique revêtait une importance primordiale dans la lutte contre la pauvreté, la pollution et l'épuisement des ressources.

Dans ses travaux la conférence a rejeté l'optique trop étroite qui donne lieu à ces interprétations. On a soutenu que certains autres facteurs, souvent négligés, jouent un rôle aussi important que la croissance démographique. Les délégués ont soutenu que l'on peut attaquer la pauvreté de façon plus directe en mettant l'accent sur le partage des ressources, surtout à l'échelle internationale. On a souligné en outre que, si les divers pays jouissaient de niveaux de vie plus équilibrés, nous pourrions subvenir aux besoins non seulement de la population mondiale actuelle mais même de celle de l'an 2000, que l'on estime à 6.5 ou 7 milliards d'hommes. Dans cette optique, un engagement plus ferme en faveur du développement et d'un meilleur partage des ressources et de la richesse aurait comme conséquence le déclin du taux de fertilité. La pollution et la disparition des ressources naturelles sont

également l'effet des habitudes de consommation et de certains autres facteurs, comme le manque de planification du milieu urbain. On peut réduire l'utilisation des ressources et la pollution en mettant un frein au gaspillage lié à la consommation et en modifiant la structure de la demande.

Ces arguments ne sont pas sans valeur. Nous avons trop souvent été portés à définir les objectifs de croissance des pays en voie de développement en fonction du niveau de vie des pays occidentaux et nous avons calculé nos besoins en ressources à partir du postulat que notre niveau de vie et son taux de croissance ne pouvaient pas être modifiés. Dans cette optique, s'il est impossible de faire bénéficier toute la population du globe de notre niveau de vie, la seule solution est de réduire le nombre de personnes dont il faut s'occuper. Toutefois, les pays en voie de développement ne tolèrent plus cette façon de voir. Ils n'acceptent plus comme paramètre invariable le niveau de vie des pays occidentaux avec le gaspillage et l'affluence qu'il entraîne, ni le droit de protéger ce niveau de vie. C'est dans cette optique que la conférence a refusé de souscrire à la réduction du taux de croissance démographique comme l'un de ses objectifs principaux.

Il est regrettable que le rejet massif de certains diagnostics à l'échelle mondiale ait entraîné le rejet de certains faits bien établis. Le projet de plan d'action soumis à la conférence dit en substance que même si la plupart des pays n'ont actuellement aucune politique visant explicitement à influencer leur taux de croissance naturel et qu'un grand nombre d'entre eux souhaitent l'augmenter, *la majorité de la population mondiale et la vaste majorité de la population des régions moins développées vivent dans des pays où les gouvernements font des efforts pressants pour réduire de façon significative le taux de croissance démographique.* Même si cette affirmation se fonde sur des renseignements recueillis par le Secrétariat des Nations Unies à partir des plans nationaux et des réponses officielles aux questionnaires des Nations Unies et même si elle a été tirée de l'un des documents préparatoires officiels de la conférence, elle a été rayée du plan d'action. Il faut néanmoins insister sur l'attention que recevait le thème de la croissance accélérée dès qu'un pays particulier le soulevait comme l'une de ses difficultés. On accentuait la diversité des problèmes propres à chaque pays et on insistait pour que chaque pays définisse son propre problème. Il s'agit là d'une évolution saine. Les pays auront à trouver eux-mêmes les solutions; la conférence ne visait qu'à recommander une gamme d'orientations